

### SURVOL STRATÉGIQUE

Une dichotomie flagrante frappe l'observateur qui se penche sur la situation angolaise : une surface dévastée par 40 années de guerre sur un sous-sol regorgeant de richesses qui en fait un véritable coffre-fort minier. Depuis des décennies, l'Angola se trouve dans une situation paradoxale où la pauvreté extrême et le dénuement quasi total de la majorité de la population contrastent fortement avec la richesse ostentatoire et opulente d'une minorité au pouvoir.

*Eric Marclay*

Délégué du Comité International de la Croix-Rouge de 1991 à 2003, au Moyen-Orient et en Afrique. Chercheur invité à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM.

Source : UN Cartographic Section



Mais pour les États-Unis, c'est la sécurité énergétique qui l'emporte, avec son corollaire : la diversification de son approvisionnement. En effet, à quelques encablures des bidonvilles de Luanda, les majors de l'exploitation pétrolière, à l'instar des multinationales américaines *ChevronTexaco* et *ExxonMobil*, pompent quotidiennement des hectolitres de pétrole.

### UNE RESSOURCE ÉNERGÉTIQUE DE PREMIÈRE IMPORTANCE

La primauté des besoins en pétrole comme source d'énergie dans l'économie mondiale est univoque. Son appellation or noir n'est pas surfaite, et sans même imaginer son absence, la fluctuation de son cours a des effets considérables sur l'économie mondiale et sur nos sociétés industrielles en particulier.

Suivant cette conjoncture, le Moyen-Orient tient une place prédominante dans la question pétrolière. Ceci étant, et malgré l'incontournable influence de cette région, d'autres contrées et pays occupent une place non négligeable sur l'échiquier pétrolier mondial.

Au début de l'année 2005, les réserves prouvées mondiales étaient estimées à 1277,7 milliards de barils dont 57,1% localisés au Moyen-Orient et 24,7% dans les Amériques. Malgré l'apparente disparité, l'Afrique n'est pas en reste puisqu'elle compte pour 7,8% des réserves mondiales prouvées –quantité substantielle et qui tend à bousculer certains stéréotypes- et son potentiel devrait permettre de garder le continent à son actuel troisième rang mondial, avec des projections qui vont au-delà des 10% des réserves mondiales. Ce tableau devient encore plus intéressant et pertinent lorsque l'on compare la provenance des importations américaines de pétrole. La consommation américaine correspond *grosso modo* au quart de la consommation mondiale, dont 51,6% sont importés. Cette situation de dépendance partielle ira en grandissant, comme il en est fait état dans un rapport de 2001 du *National Energy Policy Development Group* dirigé par le vice-président américain Cheney, qui évalue les importations nettes à environ 70% de la consommation d'ici 2030.

Les États-Unis sont donc des gros consommateurs dépendants, et le pétrole ayant une incidence directe sur l'ensemble de l'économie américaine, nul doute qu'il relève d'une question de sécurité nationale avec tout ce que cela sous-tend. Démocrate ou Républicain, le locataire de la Maison-Blanche ne peut qu'en faire une priorité.

### **L'AFRIQUE DANS LA LIGNE DE MIRE AMÉRICAINE**

Les importations américaines détaillées montrent qu'aujourd'hui le Moyen-Orient dans son ensemble fournit 24% des besoins en pétrole, le Canada 15%, le Venezuela 14%, le Mexique 14%, et l'Afrique 14%. Dans cette dernière région, l'Angola compte pour 7% de la consommation américaine et les perspectives sont prometteuses comme nous allons le voir ci-dessous. Mais avec des réserves de bonne qualité, le continent africain pourrait fournir 25 % du brut américain d'ici 2020.

Le golfe de Guinée devient ainsi une priorité géostratégique pour les États-Unis. En effet, le sous-secrétaire d'État américain chargé des dossiers africains estime que le pétrole du continent noir « [...] est devenu un intérêt stratégique national pour les États-Unis. » De son côté, le président du sous-comité Afrique au sein de la commission de la Chambre des représentants pour les relations extérieures, déclare que « [...] le pétrole africain devrait être traité comme une priorité pour la sécurité nationale de l'après-11 septembre. » Suivant cette conjoncture, l'administration américaine pourrait bien se déployer dans cette région au-delà de ce qui est déjà en vigueur : « [I]e Congrès et l'Administration américaine devrait déclarer le golfe de Guinée comme une zone d'intérêt primordial pour les États-Unis [...] un sous-commandement régional (similaire aux U.S. Forces Korea) devrait être établi pour cette région [et que] ce sous-commandement devrait sérieusement envisager d'y établir un port d'attache régional. »

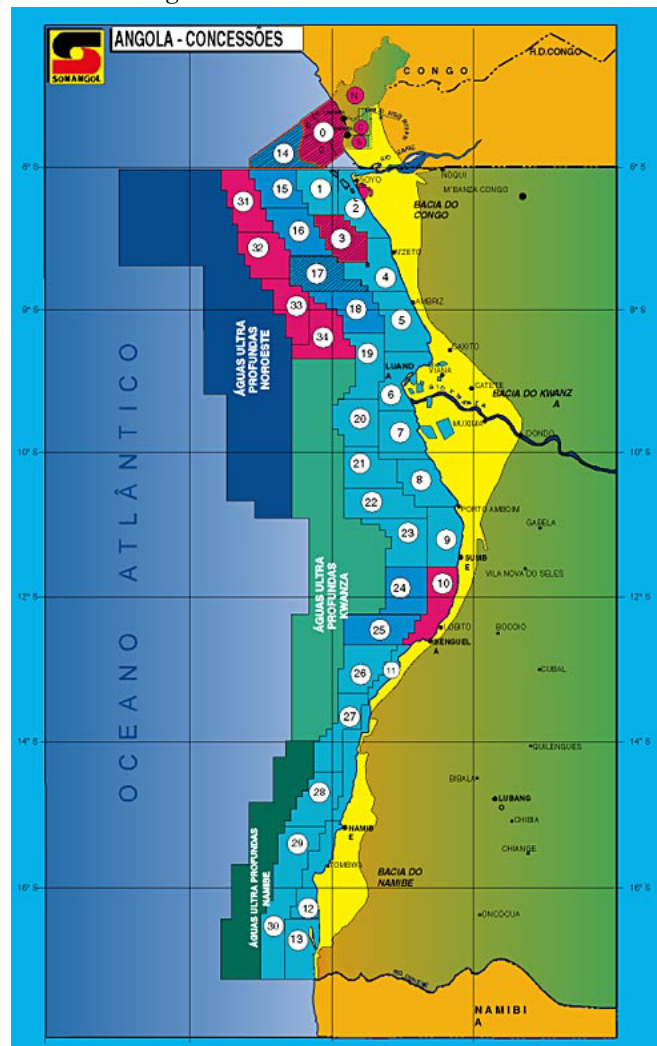
### **L'ELDORADO ANGOLAIS**

L'industrie pétrolière en Angola a commencé en 1955 avec la découverte de pétrole dans la vallée de Kwanza, et elle s'est rapidement développée avec la découverte de gisements dans l'enclave de Cabinda dans les années 60 par la *Cabinda Gulf Oil Company*. En 1978 et 1979, une enquête sismique de la plaque continentale au large de l'Angola a révélé d'autres gisements importants de pétrole en eaux peu profondes, et la technologie aidant, la création de blocs s'est poursuivie en eaux profondes et ultra-profondes. En théorie, chaque bloc est attribué grâce à un processus d'appel d'offre et une fois que le bloc est attribué, une prime à la signature est payée par chacune des sociétés du bloc, paiement non remboursable.

De par la complexité et la sensibilité du sujet, il est particulièrement difficile de connaître les montants exacts de ces transactions, mais les estimations de la société *Wood Mackenzie* suggèrent que les blocs étaient négociés aux environs de six millions de \$US en 1993 pour dépasser les 300 millions de \$US pour les blocs 31-34. Les formes d'exploitation sont également intéressantes, puisqu'elles révèlent que jusqu'en 1979, la relation contractuelle était de type Joint-venture, dans lequel la compagnie nationale angolaise *Sonangol* devait payer les coûts de développement. Par la suite, les accords sont passés à un type de Partage de la Production, et ce sont les sociétés d'exploitation qui encourent la totalité des coûts ainsi que les risques liés à la prospection et au développement des champs de pétrole dans les blocs.

Source : *Sonangol*

Dans un contexte de très forte concurrence, les chiffres disponibles sur les réserves récupérables angolaises varient. Elles sont aujourd'hui, et de manière conservatrice, estimées par *Sonangol* à 12 milliards de barils. Ceci étant, et avec des technologies de forage en développement qui permettent l'extraction en eau de plus en plus profonde, cette projection n'englobe pas les réserves des blocs 31 à 34 entre autres, dont les analyses sismiques sont particulièrement prometteuses. Il s'agit en effet d'un potentiel supplémentaire qui devrait dépasser les 3 milliards de barils, et si l'on tient compte des réserves décelées en eau ultra-profonde, les experts s'accordent à dire que le potentiel exploitable pourrait atteindre les 25 milliards de barils. Il en va de même avec les prévisions de production qui, en 2001, s'évaluait à environ 750.000 barils/jour, pour atteindre 915.000 b/j en 2002 avec la mise en production du champ de Girasol (bloc 17). Le million de b/j a été dépassé en 2004 avec les premières huiles en provenance du champ de Kizomba (bloc 15) opéré par *ChevronTexaco*, et avec l'extraction de 1,2 millions de b/j à la fin du premier trimestre 2005, l'Angola est devenu le second producteur de pétrole en Afrique Subsaharienne et le quatrième du continent.



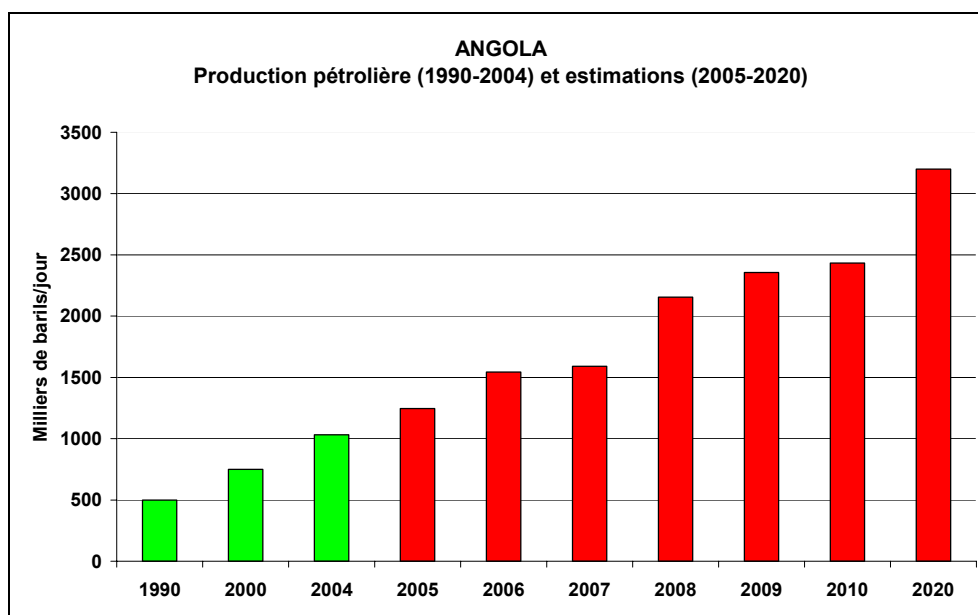
Même s'il y a toujours une part d'aléatoire dans les projections, les spécialistes estiment néanmoins que la production pétrolière angolaise devrait atteindre les 2,2 millions de b/j en 2008, et considérant les investissements massifs dans le secteur de l'exploration en eau ultra-profonde, l'Angola pourrait atteindre une production de 3,4 millions de barils par jour vers les années 2020.

## UNE SITUATION GÉOGRAPHIQUE ET UN TRANSPORT SÉCURISÉS

Le potentiel pétrolier angolais a donc une importance stratégique dans le cadre d'une sécurité énergétique diversifiée. Les États-Unis n'y sont pas indifférents et considèrent que la source angolaise d'approvisionnement est particulièrement intéressante. Plusieurs éléments sont à considérer pour mieux comprendre cet intérêt, et qui s'ajoutent à la quantité et la qualité des hydrocarbures disponibles et potentiels.

L'Angola n'est pas un membre de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), ce qui en fait un partenaire plus libre et non contraint par le cartel et ses quotas de production, même si ces derniers sont parfois virtuels, à l'instar des dépassements quasi permanents de l'Irak durant les années 1980. Mais ce qui avantage l'Angola par rapport à de nombreux pays pétroliers est surtout la localisation géographique des nappes.

Il existe quatre bases pétrolières en Angola, toutes situées sur la côte atlantique : Malongo dans l'enclave de Cabinda, Soyo à l'extrême nord du pays, Luanda au centre, et plus au sud Lobito. Ce qui doit retenir toute notre attention ici, et qui s'ajoute indéniablement comme un avantage stratégique de taille, réside dans le fait que l'exploration, l'installation des plateformes de forage et l'extraction subséquente se font *offshore*. Cette particularité géologique constitue un avantage certain, en ce qu'elle a permis aux compagnies étrangères de poursuivre et même d'intensifier les recherches et l'exploitation durant toutes ces années de guerre, sans être dérangées le moins du monde. Même la prise de Soyo par l'UNITA après les élections de 1992 n'est pas venue déstabiliser les opérations pétrolières.



Graphique de Eric Marclay. Source : Mission Économique Française

De cette localisation, que rien ne sépare des États-Unis si ce n'est l'océan, la question du transport devient fort intéressante. En effet, la montée de la menace terroriste exacerbe le danger que représentent les points de passage stratégiques des pétroliers, déjà considérés comme des zones névralgiques avant le 11 septembre 2001. Hormis quelques pipelines dont la sécurisation et la protection sont complexes, le pétrole est acheminé massivement par voie maritime, au moyen de plus de 3300 pétroliers qui sillonnent les océans. Ce ballet nautique passe par des zones particulièrement vulnérables, soit parce que les zones de production l'y obligent, soit pour des raisons économiques. Ainsi, le détroit d'Ormuz dans le Golfe Persique, le Bosphore et les

Dardanelles en Turquie, la porte de Mandab à l'entrée de la Mer Rouge et le canal de Suez, le canal de Panama, sont autant de passages particulièrement fréquentés et vulnérables. La localisation des puits de pétrole angolais ne les rend pas invulnérables, mais force est de constater qu'elle présente une sécurité particulièrement intéressante et économiquement très avantageuse. En effet, cette configuration géographique a permis aux multinationales de ne jamais se soucier de la guerre qui a déchiré l'Angola d'autant que sur le plan logistique, une fois le *tanker* rempli de sa cargaison, la ligne océanique Angola – États-Unis est directe, en haute mer.

### INVESTISSEMENTS AMÉRICAINS MASSIFS, MAIS DISCRETS...

La triple combinaison qualitative, quantitative et géographique, et ce malgré les contraintes hydriques que constituent le forage en eau profonde et ultra-profonde, font de l'Angola un enjeu géostratégique d'importance pour les grandes puissances, en particulier les États-Unis. Les investissements faits et planifiés par les multinationales, ainsi que l'escalade des primes à la signature mentionnée précédemment, attestent d'une compétition forte entre les *majors* et leurs pays respectifs.

À ce titre, il est intéressant de noter que même l'Agence pour l'aide internationale américaine (USAID) n'a pas été négligée dans ces efforts. C'est ainsi que lors d'une communication au Congrès afin de souligner l'importance qui doit être accordée pour l'aide à l'Angola, l'administrateur de l'Agence, Andrew Natsios, ne s'est pas embarrassé d'explications humanitaires pour obtenir le soutien financier nécessaire aux opérations d'assistance puisque dans son introduction, les intérêts américains y sont placés avant même toutes autres considérations et commentaires : « [l']intérêt national américain en Angola réside [...] dans la promotion de nos propres intérêts économiques. Actuellement, les États-Unis importent presque 7 % de ses besoins énergétiques en pétrole à partir de l'Angola, et ce niveau devrait s'accroître de 15 % sur les dix prochaines années. L'Angola est le second récipiendaire d'aide en Afrique Subsaharienne, avec plus de 4 milliards de dollars investis à ce jour. »

#### QUESTION ÉTHIQUE

Dans le cadre de la loi angolaise No 13/78 du 26 août 1978, il est établi que « [...] *tout gisement d'hydrocarbures [...] appartient au peuple angolais.* » Ceci étant, la répartition des bénéfices générés par le secteur pétrolier ne profite pas à la population dans son ensemble. Ainsi, la nomenclature angolaise aurait détourné plus de 30 % des profits tirés de la manne pétrolière en 2001, soit plus d'un milliard deux cents millions de \$US selon le Fonds Monétaire International.

De leur côté, et pour se conformer au vent éthique qui souffle sur le secteur, les compagnies pétrolières introduisent des projets sociaux sur la scène angolaise. Œuvres charitables louables, ces projets aux buts humanitaires avoués sont variés mais dépourvus de stratégies à long terme, paraissant ainsi mis en œuvre pour soulager une mauvaise conscience publique plutôt que pour faire preuve de citoyenneté mondiale responsable.

D'après *Global Witness*

L'Angola n'est pas un mirage. Les multinationales et les grandes puissances développées à économie de marché l'ont bien compris, et font de ce pays le premier bénéficiaire d'investissements étrangers du continent africain, devant l'Égypte et le Nigeria. Alors que les sommes investies étaient de quelques centaines de milliers de \$US dans les années 1990, ce sont plus de 2,5 milliards de \$US qui ont été investis durant l'exercice 1999. Depuis, le groupe

pétrolier *Total* a investi plus de 7 milliards de \$US sur le bloc 17, *Chevron* envisage des investissements qui devraient dépasser les 6 milliards de \$US sur les six prochaines années (2004-2010), et les estimations montrent que le secteur pétrolier devrait recevoir –à lui seul- 18 milliards de \$US d’ici à la fin de la décennie. Premiers investisseurs, les groupes américains *ChevronTexaco* et *ExxonMobil* sont sans conteste les deux poids lourds du secteur.

## LA SÉCURITÉ HUMAINE OU LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE ?

De la lutte pour l’indépendance, porteuse d’espoir d’émancipation politique et sociale, à la guerre civile, le conflit angolais a été une guerre économique pour le contrôle des ressources dont la population civile a été la principale victime. L’instauration d’un régime néo-patrimonial s’est ainsi résumée à une exploitation intensive des ressources pétrolières, visant essentiellement à enrichir l’élite *compradore*, dont la composition restreinte et fortement marquée par le sceau familial inciterait à parler de « pétroligarchie ».

La sécurité énergétique américaine passant inexorablement par une diversification des approvisionnements, les découvertes quantitatives et qualitatives, les développements technologiques, et la localisation géographique des réserves pétrolières ont permis l’insertion de l’Angola dans l’agenda des priorités stratégiques des États-Unis.

Reste que dans l’Angola post-conflituel, cette pétroligarchie devra entreprendre des transformations radicales pour se transformer en une bourgeoisie industrielle nationale dont l’objectif n’est plus le détournement des ressources de la nation. De leur côté, les États-Unis vont-ils mettre en avant les droits de la personne et la démocratisation comme ils tentent de le faire dans d’autres contextes, ou la primauté du pétrole et la *realpolitik* garderont-ils le dessus comme ce fut le cas jusqu’à ce jour ?

\*\*\*

### Références et ressources

Dossiers de la Mission Économique Française (2005) <http://www.dree.org/Angola>

International Energy Outlook (2005) [http://www.eia.doe.gov/oiaf/ieo/pdf/0484\(2005\).pdf](http://www.eia.doe.gov/oiaf/ieo/pdf/0484(2005).pdf)

Richard Buckley, *The battle for oil: diplomacy, politics and big business*. Cheltenham : Understanding Global Issues 2003.

Jean-Christophe Servant, « Offensive sur l’or noir africain », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2003.

African Oil: A priority for U.S. National Security and African Development (2002) <http://www.iasps.org/strategic/africatranscript.pdf>

Global Witness, *Tous les Hommes des Présidents* (2002) <http://www.globalwitness.org/reports/download.php/00064.pdf>

National Energy Policy, Report of the National Energy Policy Development Group (2001) <http://www.whitehouse.gov/energy/National-Energy-Policy.pdf>